



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
165 Avenue Paul Seguin
39000 LONS-LE-SAUNIER

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ONYX EST

Rue des Frères Lumière
#4001bis Zone Portuaire Nord
71100 CHALON SUR SAONE

Références : CF/MB/2022/L_442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement ONYX EST implanté Rue des Frères Lumière Zone Portuaire Nord 71100 CHALON SUR SAONE. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST
- Rue des Frères Lumière #4001bis Zone Portuaire Nord 71100 CHALON SUR SAONE
- Code AIOT dans GUN : 0005403259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une plateforme multifilières de gestion de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection du 02/03/202,
- Risques chroniques : conformité des rejets aqueux,
- Risques accidentels : contrôle de points en lien avec le risque incendie,
- Dossier de porter à connaissance : conformité des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 4.3.2
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 7.4.1
Dossier de porter à connaissance du 06/10/2021	Autre du 06/10/2021, article 4 - tableau 5
Porter à connaissance du 06/10/2021	Autre du 06/10/2021, article 6.4.3
Dossier de porter à connaissance du 06/10/2022	Autre du 06/10/2021, article 6.4.6

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Dossier de porter à connaissance du 06/10/2021	Autre du 06/10/2021, article annexe 1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 7.1.4
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 1.2.4
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 4.3.4.2
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 1.6.3
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 4.3.3
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 4.4.9
Rejets Aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2015, article 4.4.9
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 7.4.1
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 8.1.3
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 2.3.1
Suite inspection 2021	Autre du 28/04/2021, article 7.2.1
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 17/03/2015, article 8.1.2
Porter à connaissance du 06/10/2021	Autre du 06/10/2021, article 6.4.4
Dossier de porter à connaissance du 06/10/2021	Autre du 06/10/2021, article 6.4.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite consistait en la gestion des suites de l'inspection précédente du 02/03/2021 et en la vérification de la conformité de l'implantation des installations au regard du dossier de porter à connaissance reçu le 29/10/2021 dans sa version du 06/10/2021.

Des suites de l'inspection précédente, il faut retenir que l'exploitant a engagé des actions efficaces permettant de solder les constats en cours, hormis le schéma des réseaux qui n'est toujours pas conforme aux spécifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation (voir fiche de constat sur le sujet). La mise en place d'étiquettes sur les 2 vannes de remplissage des 2 réserves incendie devra également être réalisée de manière à ôter toute ambiguïté en cas d'intervention des services de secours et d'incendie.

Le contrôle du respect de la conformité des installations au regard du dossier de porter à connaissance susvisé a mis en lumière le fait que les implantations réelles ne correspondent pas strictement à celles décrites dans le dossier et par conséquent que les scénarii incendie décrits dans le dossier doivent être mis à jour (voir fiches sur le sujet).

Il est attendu de la part de l'exploitant la mise en cohérence de ses installations avec celles décrites dans le dossier de porter à connaissance, sur la base de son fonctionnement réel. La mise à jour des prescriptions inadaptées de l'arrêté préfectoral d'autorisation, identifiées dans ce rapport pour certaines d'entre elles, se fera en conséquence.

Concernant l'évolution des activités souhaitées, il est attendu 2 plans précis du site sur lesquels sont reportées les limites actuelles, et projetées, des installations classées avec les numéros de rubriques et les informations techniques de classement correspondantes (volumes, surfaces, tonnages, ...).

A noter que le dossier de porter à connaissance fera l'objet d'échanges avec l'exploitant dans le cadre de son instruction, non reprise dans ce rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Demande de compléments n°1
Prescription contrôlée : Demande de complément n°1 : l'exploitant confirmera que les 2 bâtiments susvisés sont hors site et hors exploitation ONYX EST ; un plan à jour des installations sur lequel figure le périmètre de ICPE sera transmis à l'Inspection. Observation : en application des dispositions de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'installation doit être ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Donc si les 2 bâtiments ne sont pas dans l'emprise du site, ils doivent être séparés du site à minima par une clôture. Ce point fera l'objet d'un contrôle à l'occasion d'une prochaine visite.
Constats : Un plan à jour a été transmis avec le dossier de porter à connaissance du 06/10/2021. Les 2 bâtiments ne font pas partie du site et ne sont pas exploités par ONYX Est. Le périmètre complet du site (après exclusion de ces 2 bâtiments) est clôturé.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Non-conformité n°1
Prescription contrôlée : Non-conformité n°1 : l'activité globale de traitement du bois n'est plus conforme aux spécifications de l'arrêté préfectoral d'autorisation : En effet, suite à l'incendie de 2016, en lieu et place du bâtiment de 1500 m ² , un auvent a été construit sur une dalle de béton. Celui-ci mesure 35 x 20 m = 700 m ² . Ce auvent est ceinturé sur l'arrière et les 2 côtés par des blocs bétons de 60 cm de haut : 4 hauteurs de blocs, soit 2,4 m pour les côtés et 5 hauteurs pour l'arrière, soit 3 mètres. L'exploitant précise que des joints ont été réalisés entre les blocs pour rendre coupe feu toute la structure. La zone couverte sous auvent comprend 3 alvéoles séparées par des blocs béton empilés sur 3 niveaux, soit 1,8 mètre. (voir photos) Lors de la visite du site, la hauteur des stockages à l'intérieur des 2 alvéoles utilisées était à la limite de la hauteur des parois et la surface occupée par les stockages était inférieure au 375 m ³ autorisés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance lié à l'évolution des activités du site daté du 06/10/2021 et reçu le 29/10/2021. La prescription contrôlée est de ce fait considérée comme inadaptée. L'instruction du dossier de porter à connaissance permettra de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021
Thème(s) : Situation administrative, Demande de compléments n°2
Prescription contrôlée : Demande de complément n°2 : l'exploitant a transmis au Préfet un dossier de porter à connaissance en date du 30/04/2020. Ce dossier étant incomplet, l'exploitant transmettra une version consolidée répondant aux dispositions du guide transmis avec ce rapport. Le dossier fera état de l'ensemble des modifications survenues sur le site depuis le projet initial ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2015 et comportera en outre les éléments justificatifs du respect des limites fixées pour les rubriques 2714, et éventuellement des rubriques 2716, voire 2713.
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance lié à l'évolution des activités du site daté du 06/10/2021 et reçu le 29/10/2021. L'instruction du dossier de porter à connaissance permettra de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Non-conformité n°2
Prescription contrôlée : Non-conformité n°2 : le plan des réseaux n'est pas conforme. Il ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none">- le dispositif de protection de l'alimentation en eau du site,- les secteurs collectés (avec le sens d'écoulement) et les réseaux associés,- le point de rejet EP2 (qui n'a pu être identifié le jour de l'inspection). Observation : Le plan présenté est difficilement lisible et exploitable, notamment par les services de secours en cas de nécessité, l'exploitant doit avoir en sa possession un plan à une échelle exploitable (A0 par exemple) sur lequel figure l'ensemble des éléments requis par les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : L'exploitant a intégré un schéma des réseaux au dossier de porter à connaissance daté du 06/10/2021. Toutefois, celui-ci est toujours incomplet car il ne reprend pas les éléments précisés à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et la lisibilité ne s'est pas améliorée par rapport à la version antérieure. Un point précis a été fait en séance avec l'équipe en place. L'ensemble des éléments requis est disponible et doit être compilé pour établir un plan des réseaux conforme. Compte-tenu des difficultés liées à la période estivale, l'exploitant a demandé en séance un délai de 3 mois pour transmettre à l'Inspection le plan. Ce délai de transmission paraît raisonnable.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 4.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Non-conformité n°3
Prescription contrôlée : Non-conformité n°3 : les systèmes d'isolement des réseaux sont en place et font l'objet de test périodiques, repris sur le tableau de suivi des relevés de fin de mois, mais ne sont pas signalées sur le terrain.
Constats : L'inspection a constaté lors de la visite des installations que les 2 vannes d'obturation sont signalées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Non-conformité n°4
Prescription contrôlée : Non-conformité n°4 : des équipements abandonnés sont maintenus dans les installations : du fait de l'exploitation successive du site par différents exploitants, le site comporte des installations / équipements qui ne fonctionnent plus et qui ne sont ni démontés, ni repérés comme étant hors service. Ces équipements pourraient porter à confusion lors de manœuvres d'urgence par les services de secours par exemple, notamment pour les nombreuses vannes non repérées. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions avec échéancier pour le respect des dispositions de l'article 1.6.3 sur l'intégralité du site. Un inventaire des équipements abandonnés de l'intégralité du site sera transmis à l'Inspection avec les dates d'actions prévues. A noter qu'une non-conformité sur le même sujet ayant déjà été rédigée en 2016, des suites administratives pourront être envisagées selon les réponses transmises par l'exploitant. Exemples d'équipements abandonnés visualisés sur le site :
Constats : Suite à un point réalisé en séance, il s'avère que le site appartient à VNF qui en a confié la gestion à la CCI locale. Ainsi, les équipements non utilisés visualisés lors de l'inspection de 2021 appartiennent à VNF et pas à ONYX Centre Est qui ne peut donc pas les retirer. Une signalétique a toutefois été mise en place pour signaler que les vannes sont hors services. La signalétique n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection. Voir photo 2 sur annexe photos.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Non-conformité n°8
Prescription contrôlée : Non-conformité n°8 : lors de la visite il a été constaté la présence de terre dans les bouches d'évacuation des eaux pluviales. L'intégrité du réseau d'évacuation n'est pas garantie de ce fait . A noter qu'un constat équivalent a été émis lors de l'Inspection du 16/11/2016. La transmission des preuves du nettoyage des bouches d'évacuation bouchées est à transmettre à l'Inspection pour solder ce constat.
Constats : Des nettoyages / curages ont été réalisés par la SARP suite à l'inspection de 2021. L'exploitant organise par ailleurs des vérifications annuelles de l'état des bouches ; la dernière vérification a été faite en date du 23/11/2021. Lors de la visite des installations, il n'a pas été remarqué de problème particulier sur les quelques bouches d'évacuation contrôlées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 4.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Non-conformité n°5
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission : → des prélèvements sont réalisés annuellement aux points EP1 et EP2. Le site est équipé de 2 vannes dont une a été testée lors de la visite du site (cf point ci-dessus). Non-conformité n°5 : les analyses de conformités des effluents aux points EP1 et EP2 sont réalisées de manière annuelle mais révèlent des concentrations parfois supérieures aux valeurs limites autorisées sans qu'une analyse des causes de ces dépassements ne soient réalisée, ni des actions planifiées en conséquence pour que les dépassements ne se reproduisent plus. Exemples : Au point EP1 : <ul style="list-style-type: none">- Non conformité sur les MEST en 2016 et 2017- Non conformité sur la DBO,DCO, métaux totaux en 2020 Au point EP2 : <ul style="list-style-type: none">- Non conformité sur le PH en 2018,- Non conformité sur les MEST en 2019,- Non conformité sur la DBO et la DCO en 2020 Observation : les dépassements aux points EP2 sont excessivement importants pour les années 2019 et 2020 : 2,3 fois la valeur limite autorisée pour les MEST, 3,7 fois pour la DBO et 2,6 fois pour la DCO. L'exploitant doit systématiquement analyser les causes de chaque dépassement et mettre en place les actions requises pour que ceux-ci ne se reproduisent plus. A défaut d'un retour à une situation normale rapide, des suites pourront être proposées au Préfet
Constats : Les résultats des analyses des effluents en EP1 et EP2 des 19/01/2021 et 18/01/2022 ont été passés en revue lors de la visite. Aucun dépassement de valeur limite d'émission n'est à signaler sur l'ensemble des paramètres précisés à l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets Aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2015, article 4.4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites
Prescription contrôlée : Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° EP1 et EP2 Paramètres / Concentrations instantanées (mg/l) MES / 100 DBO5 / 100 DCO / 300 Indice phénols / 0,3 Chrome hexavalent / 0,1 Cyanures totaux / 0,1 AOX / 5 Arsenic / 0,1 Métaux totaux* / 15 Hydrocarbures totaux / 5 * les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.
Constats : Les résultats des analyses des effluents en EP1 et EP2 des 19/01/2021 et 18/01/2022 ont été passés en revue lors de la visite. Aucun dépassement de valeur limite d'émission n'est à signaler sur l'ensemble des paramètres précisés à l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Non-conformité n°6
Prescription contrôlée : Non-conformité n°6 : un stockage d'huile a été visualisé sans rétention dans le local maintenance. Ce stockage mobile est utilisé de cette manière pour être pratique.
Constats : Le stockage a été mis sur rétention. Voir photo n°3 sur annexe photos.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Non-conformité n°7
Prescription contrôlée : Non-conformité n°7 : le revêtement bitumineux du site est fortement dégradé en de nombreux endroits et n'est plus en mesure de prévenir les infiltrations dans le sol.
Constats : Le revêtement bitumineux du site a été repris en 2021 par la société EIFFAGE. Le devis a été présenté en séance avec la confirmation que les travaux ont été réalisés. La visite des installation a permis de confirmer que les travaux ont été réalisés. A noter que le passage d'engins lourds est de nature à générer des points de détérioration des enrobés mais qu'une autre campagne de réfection est prévue à horizon 2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Non-conformité n°9
Prescription contrôlée : Non-conformité n°9 : bien qu'un nettoyage ait été réalisé préalablement à la visite d'inspection, la présence de papiers et d'énormément de petits morceaux de polystyrène a été constatée dans les zones enherbées.
Constats : La visite des installations a permis de constater que le site est propre.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Non-conformité n°10
Prescription contrôlée : Non-conformité n°10 : le local d'entreposage des déchets dangereux ne respecte pas les dispositions de l'article 7.2.1 : Lors de la visite, il a été constaté que le local contenait peu de déchets du fait de la perte de certains marchés. Toutefois, l'exploitant précise que les dispositions constructives prévues par l'arrêté ne ont pas respectées. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il a la possibilité de demander une modification des prescriptions de son arrêté préfectoral par l'intermédiaire d'un dossier de porter à connaissance en proposant par exemple des mesures de protection appropriées, sous réserve de la démonstration de leur efficacité. L'exploitant précise qu'il réfléchit à la suppression du local et de l'activité liée. Des suites administratives pour la mise en conformité des installations aux dispositions pourront être proposées au Préfet suite à la réponse transmise par l'exploitant. A noter que ce constat a déjà été posé lors de l'inspection du 16/11/2016 (observation).
Constats : Comme le précise le dossier de porter à connaissance du 06/10/2021, les déchets dangereux ne sont plus acceptés sur le site. Lors de la visite des installations, aucune présence de déchets dangereux n'a été visualisée sur les parties visitées. L'instruction du dossier de porter à connaissance permettra de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection 2021

Référence réglementaire : Autre du 28/04/2021, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Volume de confinement des eaux polluées
Prescription contrôlée : Le jour de l'inspection, le bassin de confinement était vide. L'exploitant doit justifier que le volume en permanence disponible dans le bassin de confinement est bien d'au-moins 785 m3 . Ce point a été confirmé le jour de l'inspection. Observation: l'exploitant n'a pas justifié de l'existence d'une rétention de 148 m3 à l'entrée du site constituée par la voirie. Un dos d'âne est présent à l'entrée du site ; son dimensionnement ne tient pas compte d'un éventuel besoin de rétention ; sa vocation première est de faire ralentir les véhicules à l'entrée sur le site. Des suites administratives pour la mise en conformité des installations aux dispositions pourront être proposées au Préfet suite à la réponse transmise par l'exploitant.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié l'existence de la rétention d'entrée mais le dossier de porter à connaissance déposé indique un besoin en eau global de 475 m3 pour combattre un incendie, établi sur la base de la méthode D9. Le bassin de rétention du site ayant un volume de 785 m3, la rétention de 148 m3 à l'entrée du site constituée par la voirie n'est plus nécessaire selon l'exploitant. L'instruction du dossier de porter à connaissance permettra au besoin de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Constat 1 - 20/06/2022 - demande de complément : comme discuté en séance, le dossier de porter à connaissance sera complété par un plan du site synthétisant les sens d'écoulement des eaux de ruissellement sur la globalité du site, compte-tenu des pentes d'une part et des réseaux d'évacuation d'autre part.
Observations : /
Type de suites proposées: Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2015, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Affichage liste déchets
Prescription contrôlée : La liste des déchets pris en charge par l'installation est affichée à l'entrée du site. Les déchets suivants ne sont pas admis sur le site : <ul style="list-style-type: none">• ne figurant pas sur la liste précitée,• les déchets d'explosifs,• les déchets radioactifs,• les déchets de laboratoires,• les déchets contenant des PCB/PCT dans une teneur supérieure ou égale à 50 mg/kg,• les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés,• les déchets produisant des gaz toxiques en contact avec l'eau,• les déchets de matières pyrophoriques,• les déchets de matière auto réactive (déchets instables),• les déchets souillés par des germes pathogènes,• les véhicules hors d'usage,• tous déchets non identifiés.
Constats : La liste des déchets pris en charge par l'installation est affichée à l'entrée du site. Voir photo n°4 sur annexe photos.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dossier de porter à connaissance du 06/10/2021

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2021, article 4 - tableau 5
Thème(s) : Situation administrative, Evolution du classement
Prescription contrôlée : L'évolution du classement est précisé dans le tableau du point 4 du dossier de porter à connaissance. Il est rappelé ci-dessous de manière très synthétique et simplifié : Rubrique ICPE : Quantité actuelle / Quantité projetée / Régime actuel / Régime projeté 1435 : 35 m3/an / 35 m3/an / Non classé / Non classé 2710-1.a : 13 t / 0 t / Autorisation / Non classé 2710-2.b : 370 m3 / 500 m3 / Enregistrement / Enregistrement (2710-2a) : 2711 : < 100 m3 / < 100 m3 / Non classé / Non classé 2714-1 : 9 225 m3 / 9 225 m3 / Autorisation / Enregistrement 2716-2 : 970 m3 / 970 m3 / Déclaration contrôlée / Déclaration contrôlée 2791-1 : 60 t/j / 60 t/j / Autorisation / Autorisation 4734 : 10 m3 / 10 m3 / Non classé / Non classé
Constats : L'évolution du classement des activités n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection ; la demande de complément suivante est formulée afin de clarifier le positionnement des installations classées sur site : <u>Constat 2 - 20/06/2022 - demande de complément :</u> le dossier de porter à connaissance sera complété par 2 plans précis du site sur lesquels sont reportées les limites actuelles, et projetées, des installations classées avec les numéros de rubriques et les informations techniques de classement correspondantes (volumes, surfaces, tonnages, ...).
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance du 06/10/2021

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2021, article 6.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie au niveau de la déchetterie professionnelle
Prescription contrôlée : Les dispositions contrôlées sont celles définies à l'article 6.4.3 du dossier de porter à connaissance. L'article définit les caractéristiques et l'implantation des installations de la déchetterie professionnelle qui conditionnent les données d'entrées du logiciel FLUMILOG déterminant l'intensité des flux thermiques générés par un incendie.
Constats : Constat 3 - 20/06/2022 - non-conformité : Les installations ne sont pas implantées strictement de la même façon que celles indiquées à l'article 6.4.3 du dossier de porter à connaissance: <ul style="list-style-type: none">- il existe 2 alvéoles doubles (DIB et déchets verts),- il y a une benne à gravats en plus,- les bennes de stockage des déchets depuis les box grâce à une pelle mécanique ne sont pas disposées de la même manière,- 2 bennes supplémentaires sont disposées à l'extrémité de l'alvéole de stockage de plastiques, dont l'une est pleine. Par ailleurs, le jour de la visite, le stockage de cartons dans l'alvéole de stockage dédiée déborde très largement en direction de la zone de tri de cartons. Il existe une zone de tri des cartons située face au box de stockage des cartons qui n'est pas mentionnée dans le dossier de porter à connaissance. Voir photos 5, 6 et 7 sur l'annexe photos.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance du 06/10/2021

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2021, article 6.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du stockage de l'alvéole bois
Prescription contrôlée : Les dispositions contrôlées sont celles définies à l'article 6.4.4 du dossier de porter à connaissance. L'article définit les caractéristiques et l'implantation de l'alvéole bois qui conditionnent les données d'entrées du logiciel FLUMILOG déterminant l'intensité des flux thermiques générés par un incendie.
Constats : Les installations sont implantées de la même façon que celles indiquées à l'article 6.4.4 du dossier de porter à connaissance.
Observations : L'impact des flux thermiques de l'alvéole sur la zone de tri de cartons (non identifiée dans le dossier) devra être analysé dans le dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dossier de porter à connaissance du 06/10/2021

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2021, article 6.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du stockage écomobilier
Prescription contrôlée : Les dispositions contrôlées sont celles définies à l'article 6.4.5 du dossier de porter à connaissance. L'article définit les caractéristiques et l'implantation du hangar (écomobilier) qui conditionnent les données d'entrées du logiciel FLUMILOG déterminant l'intensité des flux thermiques générés par un incendie.
Constats : Les installations sont implantées de la même façon que celles précisées dans le dossier de porter à connaissance.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dossier de porter à connaissance du 06/10/2022

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2021, article 6.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du stockage de la zone de broyage et stockage DIB
Prescription contrôlée : Les dispositions contrôlées sont celles définies à l'article 6.4.6 du dossier de porter à connaissance. L'article définit les caractéristiques et l'implantation du stockage de la zone de broyage et stockage des DIB / bois qui conditionnent les données d'entrées du logiciel FLUMILOG déterminant l'intensité des flux thermiques générés par un incendie.
Constat 4 - 20/06/2022 - non-conformité : Les installations ne sont pas implantées strictement de la même façon que celles indiquées à l'article 6.4.6 du dossier de porter à connaissance: - les zones de broyats et de bois réceptionné sont inversées par rapport au plan de la zone (tel que défini dans le dossier de porter à connaissance, elles n'ont par ailleurs pas les mêmes effets thermiques en cas d'incendie sur les zones voisines).
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dossier de porter à connaissance du 06/10/2021

Référence réglementaire : Autre du 06/10/2021, article annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des installations
Prescription contrôlée : Les dispositions contrôlées sont la conformité de l'implantation réelle des installations et celles prévues à l'annexe 1 du dossier.
Constats : Constat 4 - 20/06/2022 - non-conformité : Les zones de stockage de bennes (vides et pleines) ne correspondent pas à celles précisées sur le plan de l'annexe 1 du dossier de porter à connaissance : - la zone ouest, voisine immédiate, du bassin de rétention est utilisée pour le stockage de bennes vides et pleines ; le jour de la visite, 5 bennes pleines de plastiques étaient présentes + 2 bennes de matelas + 1 benne utilisée pour le stockage des résidus de déferailage des palettes de bois, - la zone sud du bassin de rétention est utilisée pour le stockage de bennes (vides le jour de l'inspection), - la partie ouest de la zone nord "stockage de bennes vides" (voisine du pont bascule) est utilisée pour le stockage de bennes (vides le jour de l'inspection). L'exploitant mettra à jour son dossier de porter à connaissance, ou modifiera ses installations de manière à ce que les installations et le dossier soient en cohérence. Les scénarii incendie correspondants aux stockages réels devront être étudiés, avec les effets domino correspondants. Voir photos 8, 9, 10, 11, 12
Observations : La vanne de sectionnement EP2, actuellement située à quelques mètres des bennes pleines non répertoriées sur le plan de l'annexe 1, doit pouvoir être manipulée en toute circonstance. Ce ne serait vraisemblablement pas actuellement le cas en cas de flux thermiques dus à un incendie des bennes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE planche photos
Visite d'inspection ONYX Centre Est du 20/06/2022



1



2



3



4



Débordement zone de stockage cartons

5



Zone de tri au sol

6



Zone de stockage non-conforme au dossier de PAC



Zone de stockage non-conforme au dossier de PAC

8



Zone de stockage non-conforme au dossier de PAC

9



Zone de stockage non-conforme au dossier de PAC

10



Zone de stockage non-conforme au dossier de PAC

11



Zone de stockage non-conforme au dossier de PAC